

Questions orales

M. Buchanan: Avant que nous prenions cette décision, les populations indiennes avaient soigneusement étudié la question et elles avaient conclu que le parc national Wood Buffalo devait être amputé d'environ 42,000 acres. Il faut ajouter à cela 55,000 acres qui proviendront vraisemblablement des terres de la Couronne de l'Alberta. Les terres avaient été délimitées, et comme cette obligation, comme l'a dit le député, remontait avant la création du parc, nous avons estimé qu'elle avait la priorité.

* * *

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER**LE PROJET D'ACQUISITION DE WESTINGHOUSE PAR GSW—LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT**

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Les employés de Westinghouse Canada étant de plus en plus inquiets en attendant qu'une décision soit prise, le ministre est-il maintenant en mesure d'assurer à nouveau que ces emplois seront protégés? Pourrait-il donner une réponse précise avant son prochain départ pour l'étranger?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question du député de Hamilton-Ouest. Je lui avais alors dit que je faisais tout mon possible pour régler cette question dans le courant de la semaine, et il en est toujours ainsi.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**GUATEMALA—LA PRODUCTION DE MAISONS PRÉFABRIQUÉES COMME MOYEN DE SECOURS AUX SINISTRÉS ET DE RÉSORPTION DU CHÔMAGE AU CAP-BRETON**

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme les malheureuses populations sans abri du Guatemala ont grand besoin de logements, le premier ministre et son gouvernement seraient-ils en faveur d'un programme de maisons préfabriquées dont les matériaux et la main-d'œuvre seraient canadiens? Ce genre d'habitations peuvent être fabriquées très rapidement au parc industriel de Point Edward au Cap-Breton. Cela permettrait tout d'abord de venir en aide aux victimes du tremblement de terre au Guatemala, et ensuite d'atténuer quelque peu le chômage très élevé qui sévit au Cap-Breton, dont le premier ministre, j'en suis sûr, est très conscient.

● (1520)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa suggestion au sujet d'une affaire qui revêt certes une grande importance. Je veillerai à ce que le ministre d'État aux Affaires urbaines et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures soient saisis de cette question et si nous pouvons faire quelque chose à ce propos, nous serons ravis de le faire.

[M. Elzinga.]

L'OPPOSITION DU MAIRE DE HULL À L'INVITATION DE SA MAJESTÉ POUR L'INAUGURATION DES JEUX OLYMPIQUES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre et je suis sûr qu'il sera d'accord pour ce qui est de ma prémisse et de l'intérêt que je porte à la question concernant Sa Majesté, qui n'est pas une étrangère au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Alkenbrack: Comment le très honorable représentant voit-il le paradoxe étrange et absurde entre la déclaration que Son Honneur le maire de Hull a faite dans les journaux d'aujourd'hui, où il s'oppose à ce que Sa Majesté préside à l'inauguration des Jeux olympiques canadiens à Montréal, en disant:

Elle n'a pas d'affaire à être là. Nous n'avons pas besoin d'étrangers pour inaugurer nos Jeux.

Alors que Son Honneur le maire ne voit pas d'objection aux 50 millions de dollars qui sont prévus pour la ville de Hull dans le dernier budget des Travaux publics de Sa Majesté.

M. l'Orateur: A l'ordre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la Chambre comprend, j'en suis persuadé, que je n'ai aucune autorité, ni directe ni indirecte, sur le maire de Hull. Le député a fait une instance et je suis sûr que le maire de Hull en entendra parler.

* * *

LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS**LE MONTANT DES CONTRATS ADJUGÉS À MARINE INDUSTRIES LIMITED—DEMANDE DE RÉPARTITION ÉQUITABLE DES CAPITAUX**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce sait-il que trois sociétés, dont deux contrôlées par des étrangers et l'autre, Marine Industries Limited, contrôlée par le clan Simard-Bourassa, ont bénéficié de 52½ p. 100 de quelque 695 millions de dollars sous forme de contrats signés par la Société pour l'expansion des exportations en 1975 et, dans l'affirmative, le ministre pourrait-il indiquer s'il est souhaitable, à son avis, de permettre une telle concentration de financement au profit de deux ou trois grandes sociétés?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, on me demande mon opinion et je suis heureux de la donner. Si cela a rapporté—j'oublie le chiffre exact—environ un demi-milliard de dollars, je dirais que la SEE était tout à fait justifiée de le faire, en assurant une protection normale aux Canadiens qui investissent dans ce genre d'entreprises d'exportation. Je souhaite tout simplement que beaucoup d'autres les imitent.